

Lutte de classe

Si tel est bien le cas...

Je vous propose la lecture critique de l'éditorial n° 803 d'*Informations ouvrières* signé Marc Gauquelin, intitulé *Dans l'intérêt supérieur du pays ?*, tout un programme !

Mon intervention figure en bleu dans le texte.

« Personne ne saurait se réjouir — du côté de ceux qui se réclament de la démocratie et de la défense de tout l'édifice des conquêtes sociales arrachées par les travailleurs à la Libération — du désarroi qui saisit aujourd'hui militants, sympathisants ou simplement électeurs du PS. »

On aurait tendance à dire spontanément le contraire, que les électeurs du PS ne nous intéressent pas, dans la mesure où nous avons pu observer lors des dernières élections législatives qu'ils appartenaient à la petite-bourgeoisie, aux classes moyennes et à l'aristocratie ouvrière, le prolétariat dans son immense majorité ayant boycotté ces élections.

Ces couches sociales nous intéressent uniquement dans la mesure où nous définissons notre combat dans la perspective de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour prendre le pouvoir, en appelant ces couches à rejoindre son combat contre le capitalisme. Sinon, cela revient à définir sa ligne politique et à s'appuyer sur ces couches sociales qui soutiennent la bourgeoisie, dont le réformisme est l'une des expressions politiques, ce qui conduit infailliblement à soutenir le gouvernement et le régime.

Que le PT s'intéresse en priorité aux électeurs du PS n'a finalement rien d'étonnant, puisque d'une part, ils constituent leur fond de commerce commun et privilégié, et d'autre part, que sa ligne politique de la défense de la démocratie bourgeoise a été concoctée au lendemain du 10 mai 81 principalement pour eux et non pour les couches les plus exploités du prolétariat.

En témoignant son soutien aux électeurs, militants et sympathisants du PS qui soutiennent le gouvernement Sarkozy-Fillon et le capitalisme, le PT soutient ouvertement ce parti et le régime, voilà la réalité. Pour être plus précis, il faudrait dissocier les électeurs, militants et sympathisants du PS de ce parti lui-même, car si les dirigeants du PS sont bien des gestionnaires naturels du capitalisme, des représentants de la bourgeoisie, les électeurs, militants et sympathisants appartenant aux couches sociales que j'ai évoquées sont portés à adopter ou soutenir le réformisme par ignorance ou inconsciemment, car finalement leurs intérêts fondamentaux et leur avenir sont davantage liés à ceux du prolétariat, d'ailleurs rien ne permet d'affirmer qu'elles auraient un lien permanent avec la bourgeoisie.

Quant aux conquêtes sociales qui auraient été arrachées à la Libération, il faut une nouvelle fois rétablir les faits.

D'un côté, elles sont autant le produit de la capitulation de l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier devant la bourgeoisie qui leur fit des concessions en échange, et pas n'importe lesquelles puisque parmi celles-ci figuraient un certain nombre d'organismes à caractère corporatistes où siègent toujours les représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats, auxquelles il faut ajouter leur acceptation du plan Marshall (le plan Monet dit de planification) et l'union nationale sous la IV^e République (MRP, SFIO, PC), point de départ de l'Union européenne (Traité de Rome en 1950) et de l'armement nucléaire du capitalisme français, notamment.

D'un autre côté, on ne peut évidemment pas oublier la lutte de classe du prolétariat entièrement contrôlée par le stalinisme au fait de sa gloire (28,8% aux législatives du 10 novembre 1946) et l'absence d'un parti révolutionnaire qui ne laissait entrevoir aucune possibilité de révolution prolétarienne victorieuse.

En effet, après la décision surprise de Dominique Strauss-Kahn de postuler, avec le soutien de Nicolas Sarkozy, à la présidence du FMI, c'est au tour de Jack Lang, ex-ministre PS, Olivier Duhamel, ex-député socialiste européen, Olivier Schrameck, ex-directeur de cabinet de Lionel Jospin, de répondre à l'appel du chef de l'État et de rejoindre le « comité de réflexion » qu'il a créé pour « moderniser et rééquilibrer les institutions de la Ve République »...

Il n'y a que les dirigeants du PT pour être "surpris" par ce genre d'annonces, c'est à se demander franchement dans quel monde ils vivent sans être médisant. Bizarre pour des gens qui se prétendent être l'avant-garde, ils tombent des nus tous les quatre matins. Gauquelin avait tout simplement oublié qu'un autre dirigeant du PS, Pascal Lamy, est déjà à la tête d'une institution internationale du capital : l'OMC.

« La feuille de route de ce « comité » délivrée par Sarkozy dans son discours d'Épinal (lire page 5) est d'une clarté aveuglante : « Je ne tournerai pas la page de la Ve République », a-t-il proclamé, précisant : « Je suis réservé quant à la suppression de l'article 49-3 qui permet au gouvernement de faire voter un texte quand il n'y a pas de majorité pour voter la censure. » Ajoutant, pour ceux qui n'auraient pas compris, qu'il n'était pas « pertinent » de supprimer l'article 16, qui confie les pleins pouvoirs au chef de l'État dans des circonstances exceptionnelles. « Cependant, a-t-il poursuivi, il est vrai que, depuis un demi-siècle, le monde et la société française ont beaucoup changé (...). Il est vrai que la constitution de l'Europe a beaucoup progressé et que le droit communautaire a pris une place grandissante dans notre vie quotidienne (...). Je souhaite doter l'opposition d'un statut pour que l'opposition puisse mieux jouer son rôle dans une démocratie apaisée. »

Bref, s'appuyant sur la reconnaissance par « l'opposition » de la nécessité de mettre en œuvre le droit communautaire, Nicolas Sarkozy dit en substance : « J'ai besoin de toiletter les institutions afin de réaliser l'ouverture et de créer les conditions d'un véritable consensus organisé, indispensable à la réussite de mon programme de choc dicté par l'Union européenne : la destruction de la Sécurité sociale, le démantèlement de la fonction publique, la privatisation des universités, l'association des organisations syndicales à la destruction du Code du travail. » »

Gauquelin se livre ici un amalgame qui sert uniquement à justifier la politique opportuniste du PT, entre la constitution de la Ve République et l'Union européenne pour finalement ne retenir que l'autorité néfaste de l'UE, la responsabilité et le pouvoir politique de Sarkozy passant à la trappe, d'où le mot d'ordre de rupture avec l'UE et le refus d'engager le combat contre les institutions et la constitution de la Ve République.

« Il n'a pas fallu attendre longtemps une réponse. Jack Lang s'est immédiatement déclaré désireux « de travailler dans l'intérêt supérieur du pays sans renier mes convictions ». Laissons à l'auteur la responsabilité de cette affirmation. Quant à François Hollande, il s'est empressé, à sa manière, de lui emboîter le pas, fixant « ses conditions » à Nicolas Sarkozy : « Si la réforme reste dans le cadre parlementaire, nous avons la possibilité, parce que nous représentons à l'Assemblée nationale et au Sénat, de voter ou de ne pas voter cette réforme, de la permettre ou de l'empêcher. Donc, le respect du Parti socialiste, le respect de l'opposition est essentiel si l'on veut aboutir à une réforme consensuelle allant dans le sens de la modernisation de nos institutions et du renforcement du Parlement. » »

Ce que dit Gauquelin des propos de Lang manifeste encore une fois, la véritable nature du PT.

Contrairement à ce qu'affirme Gauquelin, il n'y a pas de contradiction dans le comportement de Lang : il est dirigeant d'un parti qui a toujours soutenu le capitalisme et la Ve République, il a donc logiquement ou naturellement sa place aux côtés de Sarkozy. Gauquelin voudrait faire passer Lang pour un authentique socialiste qui se renie ou trahit ses idées, en fait, il lui prête des idées qu'il n'a jamais eu ni soutenu. Voilà de quelle manière le PT soutient le PS au quotidien, je le dis pour ceux qui n'avaient pas encore compris, c'est pourtant très clair.

Le PT a besoin de présenter ainsi les dirigeants et cadres du PS pour continuer de prétendre que le PS serait encore un parti ouvrier ou ouvrier-bourgeois, afin de continuer à mettre en avant la tactique

du front unique qui a permis à ce parti de continuer d'exister en assurant la survie du capitalisme. Si vous avez une autre explication plausible, faites-nous le savoir cela intéressera tous les militants. Par ailleurs, à la lecture des propos contradictoires tenus par les membres de cette commission sur les institutions, je m'interroge, je me demande à quoi elle peut bien servir et si finalement elle ne va pas accoucher d'une souris. Comme tout un chacun, j'ai bien une petite idée sur les raisons qui ont amené Sarkozy à prendre cette initiative, mais en même temps je me méfie des interprétations un peu trop rapides et surtout un peu trop tarabiscotées, elles semblent éloignées de la réalité tout en passant à côté de l'essentiel.

Sa mise en place coïncide avec le début du mandat de Sarkozy, alors que celui-ci a indiqué qu'il voulait aller très vite dans l'application des principales contre-réformes contenues dans son programme. Ne s'agirait-il pas tout simplement d'une banale opération de diversion destinée en priorité aux médias ? L'opération ne consisterait-elle pas à associer des membres du PS dans un processus qui consisterait à alimenter les conversations, pendant que le gouvernement passera tranquillement ses lois scélérates ? On peut le penser, mais cette interprétation est insuffisante. Il ne faut pas oublier que Sarkozy a créé plusieurs commissions de ce type, dont une avec Allègre pour privatiser l'université, une autre avec les Verts alliés du PS pour justifier sans doute de nouvelles taxes ou impôts déguisés, etc...

Finalement, ces commissions joueront le même rôle que les organismes qui avaient été mis en place pour les retraites et la Sécurité sociale, où les réunions et conférences auxquelles participent le gouvernement, le patronat et les dirigeants syndicaux, elles auront pour fonction d'associer plus étroitement encore les syndicats et les partis issus du mouvement ouvrier et leurs alliés électoraux dans un cadre corporatiste, afin de tenter d'empêcher toute mobilisation du prolétariat. Sur ce dernier point, il sera nécessaire de revenir et de préciser comment on peut se disposer sans avoir recours au front unique sur le plan politique.

S'agissant de la commission sur les institutions, ce n'est pas une commission comme les autres, d'ailleurs on en entend beaucoup plus parler que les autres, le ralliement d'Allègre à la commission sur l'université n'a pas fait de grosses vagues au PS, le cas Kouchner est déjà pratiquement oublié, par contre cette commission touche aux piliers des institutions, la constitution de la Ve République. On peut donc dire que le PS est directement associé à l'UMP par l'intermédiaire de cette initiative, à ce qui fonde les bases du régime et la légitimité de celui qui détient tous les pouvoirs, le président de la République : la constitution.

Quelle coïncidence, je n'ai cessé depuis des mois d'expliquer que le combat contre la constitution pouvait servir de ligne directrice pour construire le parti, mais personne ne m'a suivi, sauf Sarkozy pour des raisons inverses des miennes évidemment.

« Le mot est lâché : « réforme consensuelle », voilà l'axe commun à tous les courants partisans de cette fameuse « refondation » qui n'en finit pas de disloquer le PS.

Mais ce qui mine le Parti socialiste n'est-il pas déjà largement engagé dans le PCF et pour les mêmes raisons ? Ne sommes-nous pas arrivés à un moment charnière pour la démocratie politique, la société tout entière ? »

Ce paragraphe comporte des sous-entendus que seuls les initiés peuvent comprendre. Mais qu'est-ce qui "mine" au juste le PS et le PCF ? Mystère ! Leur consensus avec l'UMP et l'UDF ? Cela ne date pas d'hier. Pourquoi doivent-ils aller plus loin encore dans leur soutien au gouvernement ? Mystère !

Ne serait-ce pas par hasard le développement du capitalisme à l'échelle mondiale qui nécessite de remettre en cause l'ensemble des droits démocratiques et sociaux dans tous les pays ? Si tel est bien le cas, Sarkozy le président de l'aristocratie financière, des banquiers et des rentiers, ne serait-il pas le représentant en France du capitalisme mondial ? Si tel est bien le cas et comme on ne peut pas abattre d'un coup le capitalisme à l'échelle internationale, il faut bien admettre qu'il faille commencer par un bout, par celui qui représente ses intérêts en France, celui que l'on tient sous la main, le chef de l'État, Sarkozy, non ? Mais force est de constater que ce n'est pas l'interprétation que font les dirigeants du PT de la situation.

Être à la charnière de signifie étymologiquement être au point de jonction, de transition entre un état ou une étape et une autre, or l'impérialisme stade suprême du capitalisme demeure fidèle à lui-même. De notre côté, la seule chose qui nous intéresse, c'est de regrouper tous les militants et cadres du mouvement ouvrier qui veulent combattre ensemble pour l'abattre et organiser la société sur les bases du socialisme, tout le reste est du baratin inutile de vieillard sénile ou en mal d'inspiration. Face à la dictature de la bourgeoisie, le prolétariat doit s'organiser pour prendre le pouvoir politique, tout le pouvoir.

« Sans indifférence aucune à l'égard du désarroi politique ainsi provoqué chez bon nombre de militants et de travailleurs, il nous revient néanmoins de poser la question : est-il possible aujourd'hui d'ouvrir une issue à la crise dans laquelle s'enfoncé ce pays sans poser la question de la reconquête de la démocratie, du respect du vote du 29 mai 2005 ? Est-il possible d'ouvrir une issue sans exiger la rupture avec l'Union européenne et ses directives dévastatrices, ses traités et donc avec les institutions antidémocratiques de la Ve République qui en sont devenues les organes subsidiaires ? »

Une énième fois, tout d'abord redisons qu'il est frauduleux de prétendre que l'on pourrait reconquérir quelque chose que l'on n'a jamais conquis dans le passé, il n'y a jamais eu à proprement parlé d'État ouvrier dans ce pays.

Ensuite, la victoire du non le 29 mai 2005 a été en grande partie le produit d'une campagne politique basée sur des mots d'ordre à caractère nationaliste.

Enfin, les institutions de la Ve République ne sont pas le produit de l'Union européenne, mais bien plutôt l'inverse dans le prolongement de la IVe République, car jusqu'à preuve du contraire, c'est toujours le président de la République qui signe les traités et exerce le pouvoir politique en France et non monsieur Barroso. Si vous retirez au bas de chaque traité européen la signature des chefs d'État, non seulement ces traités disparaissent, mais l'Union européenne avec, alors que les États bourgeois et leurs institutions respectives demeurent en place, non, c'est si difficile que cela à comprendre ?

« Il s'agit d'une seule et même chose.

Existe-t-il un autre moyen de surmonter la dislocation qui menace tout ce qui est issu — même de loin — du mouvement ouvrier et de son histoire, que de mettre ces questions essentielles au centre de la discussion pour la reconstruction d'un véritable parti ouvrier ? Un parti, libre de toute attache à l'égard des traités européens, engageant immédiatement toutes ses forces pour la réalisation de l'unité sans condition pour le retour à la Sécurité sociale de 1945, pour l'annulation des « franchises », anciennes et nouvelles. »

Les dirigeants du PT ne cessent de se présenter comme des gens ouverts à la discussion, mais dès qu'on essaie de discuter avec eux, on se rend compte très rapidement que c'est totalement impossible si l'on manifeste le moindre désaccord avec eux. Ils refusent systématiquement d'examiner vos arguments, seuls les leurs sont valables, dès lors la discussion est terminée avant d'avoir commencé. Ah si vous entonnez le refrain sur l'Union européenne, là vous êtes assurément les bienvenus ! Mais si vous commencez par dire qu'il faudrait engager une campagne nationale unitaire contre la constitution et le gouvernement en essayant d'associer la LCR, LO et d'autres formations, ils se ferment comme des huîtres ou ils vous calomnient !

Le seul parti dont nous avons besoin ne peut être qu'un parti révolutionnaire, un véritable parti communiste renouant avec les principes du bolchevisme, luttant sans compromis pour prendre le pouvoir et renverser le capitalisme. Tout appel pour construire un parti lancé en direction des démocrates, des républicains, des soi-disant socialistes du PS ne peut aboutir qu'à construire une parodie de parti ouvrier, un parti réformiste à la solde du capitalisme comme le sont aujourd'hui le PS et le PCF. La « charnière » a remplacé la « croisée des chemins » dans le discours de Gauquelin, mais on voit bien que c'est finalement pour en arriver toujours aux mêmes conclusions synonymes de capitulation ou d'incompréhension de la situation politique et des tâches à accomplir.